Diane Lamoureux

professeure, département de science politique, Université Laval

(1992)

“Nos luttes ont changé nos vies.
L’impact du mouvement
féministe.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Diane Lamoureux, "Nos luttes ont changé nos vies. L'impact du mouvement féministe". Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Chapitre 25 (pp. 693 à 711). Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, 812 pp.

Mme Lamoureux est professeure au département de science politique à l'Université Laval.

Courriel : Diane.Lamoureux@pol.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 18 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[Les principaux enjeux du féminisme contemporain](#)

[Les modes d'organisation](#)

[Et maintenant?](#)

[Bibliographie](#)

Diane LAMOUREUX

professeure au Département de science politique, Université Laval.

**“Nos luttes ont changé nos vies.
L’impact du mouvement féministe”.**

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Gérard Daigle et Guy Rocher, **Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis**. Chapitre 25 (pp. 693 à 711). Montréal: Les Presses de l’Université de Montréal, 1992, 812 pp.

Introduction

... les beaux-arts et la politique, l'éducation, la science ou les problèmes sociaux ne sont plus aujourd'hui une chasse gardée du sexe fort; il est bon aussi que « l'honnête femme » ait des « lumières sur tout » puisque son sort et celui de ses enfants sont liés au destin du monde.

Fernande Saint-Martin

[Retour à la table des matières](#)

C'est en ces termes, au début des années soixante, que l'éditorialiste de *Châtelaine* (citée par Gagnon, 1974, p. 58) tentait de définir un nouveau rôle social pour les femmes. Désormais, il ne suffisait plus que les femmes se contentent d'être des mères attentives et des épouses dévouées; il fallait en plus qu'elles soient ouvertes sur le monde. Cependant, il n'était pas encore question de les amener à participer à ce monde; elles devaient le comprendre, mais non le bâtir! À cette époque, une femme c'est avant tout une mère, et son rapport au monde est filtré par son mari ou ses enfants; sa tâche reste de leur procurer un cocon douillet où se réfugier à l'abri de la tourmente du monde.

Ce monde, il est pourtant en pleine mutation et les anciennes certitudes éclatent de toute part. Sous le nom de Révolution tranquille, le Québec des années soixante se veut moderne. L'« équipe du tonnerre » orchestre d'en haut tout ce changement, mais les bouleversements qui accompagnent la Révolution tranquille feront apparaître de nouveaux acteurs sociaux pour lesquels on n'avait pas prévu de rôle. Les femmes sont du nombre.

Que de chemin parcouru en trente ans! La société québécoise a découvert la mixité, non sans grincement de dents. Une à une, les forteresses masculines doivent faire la (pénible?) expérience que le monde se compose aussi de femmes. L'Assemblée nationale (qui s'appelait l'Assemblée législative à l'époque) voyait arriver la première femme en son sein, Claire Kirkland-Casgrain, et les parlementaires se demandaient si elle allait siéger à la Chambre avec son chapeau et ses gants, comme il était encore de mise de le faire à la messe. Les collègues classiques allaient se dissoudre dans les polyvalentes et les cégeps qui (horreur!) réunissaient garçons et filles sur les bancs d'école. Le marché du travail ne savait que faire des jeunes diplômées qui ne se contentaient plus des emplois subalternes en plus de proclamer leur volonté de concilier maternité et travail rémunéré. L'Expo 67 allait nous faire découvrir la révolution sexuelle, nous apprendre que sexualité ne signifie pas nécessairement devoir conjugal ou procréation, que le plaisir peut exister et (même) que les femmes peuvent avoir du désir. A la fin des années soixante, on verra même quelques « furies » ¹ envahir les tavernes.

Aujourd'hui, il semble assez banal que les femmes, au même titre que les hommes, fassent des choix quant à leur avenir, un avenir qui ne s'impose pas à elles comme un destin. Cependant, si le mariage n'entraîne plus l'asservissement des femmes ni leur disparition symbolique ², si la maternité est beaucoup plus librement choisie, si le marché du travail et les emplois valorisés socialement ne sont plus totalement une chasse gardée masculine, ce n'est pas du simple fait de l'évolution naturelle de la société. C'est d'abord et avant tout parce que des femmes ont lutté et ont fait éclater les frontières du possible. Lorsqu'on parle du mouvement féministe, c'est de cela qu'il s'agit.

Il importe maintenant de préciser les notions de mouvement des femmes et de féminisme, afin de mieux cerner notre objet. Par mouvement des femmes, j'entends toutes les pratiques et les organisations qui permettent aux femmes de participer à l'action politique organisée. Quant au féminisme, il s'agit d'une pensée politique se caractérisant par la reconnaissance de l'identité individuelle des femmes et la

¹ Ce sont les termes employés par la presse de l'époque.

² Il était encore courant au début des années soixante, lorsqu'une femme se mariait, qu'elle prît non seulement le nom de famille mais aussi le prénom de son mari.

revendication d'un statut social, politique et juridique non discriminatoire pour elles. On voit donc que mouvement des femmes et féminisme peuvent tout aussi bien coïncider qu'être dissociés et c'est à travers leurs oscillations réciproques que j'envisagerai le cheminement du mouvement des femmes au cours des trente dernières années.

Mon analyse s'inspire des dynamiques mises en évidence par Juteau-Lee et Laurin-Frenette (1983) dans leur communication à la Commission canadienne de l'UNESCO. Elles analysent le mouvement comme relevant « d'un double système de forces qui correspondent à deux formes et deux niveaux d'organisation et d'action » (p. 2).³ Elles distinguent quant à elles entre les groupes institutionnels et les groupes ponctuels, et se concentrent sur les diversités organisationnelles qui caractérisent le mouvement des femmes. Par ailleurs, l'analyse prend également appui sur la distinction qu'introduit Dahlerup (1986) entre un *women's right movement*, dont l'objectif réside essentiellement dans la reconnaissance sur le plan formel de l'égalité entre hommes et femmes, et un *women's liberation movement*, qui vise l'affirmation de l'autonomie personnelle et collective des femmes (p. 7-9). Dahlerup juge cependant utile de préciser que « Feminism is an *ideology*, a doctrine. The women's movement comprises the conscious, collective *activities* of women fighting for feminist goals » (p. 6). En ce qui me concerne, je juge préférable de distinguer le plan de la pensée et celui de l'organisation, bien que l'un et l'autre soient liés.

Avant d'aborder l'évolution du féminisme contemporain, il faut également souligner l'impact de l'existence de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada⁴ qui servira de catalyseur aux groupes de femmes et aux aspirations féministes dans l'ensemble du Canada. Sous l'influence de ce qui se passait alors à la National Women Organization (NOW) aux États-Unis, des groupes de femmes au Canada se sont groupées dans un Committee for the Equality of Women in Canada et ont revendiqué une commission d'enquête afin de faire le point sur la situation des femmes au Canada. D'ailleurs, dès 1966, Jeanne Sauvé avait réclamé une telle commission d'enquête. Judy LaMarsch, la seule femme du cabinet fédéral à l'époque, en a également fait son cheval de bataille.

³ Le texte a été publié ultérieurement par la Commission canadienne de l'UNESCO, mais je me sers de la première version dactylographiée que les auteures ont aimablement mise à ma disposition.

⁴ Les travaux de la Commission durèrent du 16 février 1967 au 28 septembre 1970. Elle était formée de la journaliste Florence Bird, qui en assuma la présidence (d'où sa désignation comme Commission Bird), de Jacques Henripin, démographe et auteur de travaux sur la dénatalité au Québec, de John P. Humphrey, avocat qui avait travaillé sur la Déclaration des droits de l'homme de 1948 de l'ONU, de Lola M. Lange, fermière albertaine engagée auprès des femmes autochtones, de Jeanne Lapointe, professeure d'université ayant siégé à la Commission Parent, d'Elsie Gregory McGill, première femme ingénieure au Canada et proche des mouvements féministes en Ontario, et de Doris Ogilvie, juge à la Cour juvénile du Nouveau-Brunswick.

La Commission allait permettre deux choses: d'abord, faire la lumière sur la discrimination dont étaient victimes les femmes canadiennes et contribuer ainsi tant à dégager certains enjeux qui, par la suite, seront repris par les groupes de femmes qu'à proposer à ces problèmes des solutions allant dans le sens de l'instauration d'un statut égalitaire entre hommes et femmes dans la société; ensuite, permettre aux groupes de femmes de préciser leurs objectifs et d'entrevoir de nouveaux terrains d'action. En faisant un bilan de la « condition féminine » au Canada, elle allait ouvrir une décennie d'expansion du mouvement des femmes et de développement de la pensée féministe.

Les principaux enjeux du féminisme contemporain

[Retour à la table des matières](#)

Donner un aperçu complet des enjeux soulevés par le féminisme contemporain s'avère impossible dans le cadre d'un si court texte. Aussi aborderai-je la question en regroupant les luttes féministes autour de certains thèmes qui se sont avérés les plus importants au cours des trente dernières années. Le tableau ne sera donc pas exhaustif mais aura, je l'espère, le mérite de l'intelligibilité.

Un premier axe de l'intervention féministe, c'est le statut juridique de la femme mariée. Cible privilégiée des critiques féministes du siècle dernier et de l'entre-deux-guerres, ce statut juridique de la femme mariée allait connaître des transformations à partir des années soixante. L'adoption du projet de loi 16 visait à mettre fin à l'incapacité juridique qui, depuis la promulgation du *Code civil* en 1866, était le lot des femmes mariées. Depuis 1964, les femmes peuvent donc exercer une profession différente de celle de leur mari; elles ont aussi la liberté de tester et peuvent exercer l'autorité paternelle en cas d'incapacité du mari. La puissance maritale sur les femmes est atténuée, sans cependant disparaître complètement.

Certaines lacunes de la loi allaient être comblées par l'adoption du projet de loi 10, en 1969, qui remplace la communauté de biens par la société d'acquêts en ce qui concerne le régime matrimonial légal. Il faudra toutefois attendre jusqu'en 1980 pour que l'adoption du projet de loi 89 vienne mettre fin à l'esprit discriminatoire des lois concernant les femmes mariées et que celles-ci soient enfin considérées comme des

êtres humains à part entière. On peut donc dire que, depuis 1980, le mariage n'entraîne plus la perte de droits pour les femmes et que, aux yeux de la loi, elles se retrouvent de plain-pied avec les hommes. Il aura fallu beaucoup de temps pour parvenir à ce résultat puisque, dès 1907, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste ⁵ revendiquait de telles modifications!

Si l'égalité juridique des femmes mariées n'a été reconnue que récemment, que dire de l'autonomie des femmes en matière de reproduction? Ce n'est pourtant pas faute de luttes, d'autant plus que la revendication du droit à l'avortement a joué dans le féminisme contemporain le même rôle que la revendication du droit de vote pour le féminisme du début du siècle, à savoir donner une assise au mouvement et en faire son axe central de définition. Malgré tout, le chemin parcouru est loin d'être négligeable.

En ce qui concerne la contraception, force est de constater qu'il y a eu généralisation. Pourtant, jusqu'en 1969, toute publicité sur une méthode contraceptive était assimilée à la pornographie dans le *Code criminel*. À la fin des années soixante, il fallait encore se refiler les adresses des « bons médecins » pour se faire prescrire des anovulants, de la même manière que d'autres femmes magasinaient les « bons confesseurs » qui allaient les absoudre du péché de contraception. Toutefois, il faut souligner que la contraception est encore trop souvent lourde d'effets secondaires importants sur la santé des femmes et que la recherche concernant des moyens de contraception à la fois efficaces et inoffensifs traîne encore.

Quant à l'avortement, les trois dernières décennies se sont déroulées sous le signe de la valse-hésitation. Jusqu'en 1968, l'avortement était encore illégal partout au Canada. À compter de cette date, il est toléré lorsque la santé ou la vie de la mère ou de l'enfant à naître, ou celle des deux, est menacée. Cependant, la preuve doit en être faite devant un comité thérapeutique, ce qui augmente les délais et, par conséquent, la dangerosité de l'acte. Il faudra attendre 1988 pour que la Cour suprême invalide les articles du *Code criminel* concernant l'avortement. Et, en 1990, le gouvernement Mulroney revient à la charge en tentant de recriminaliser l'avortement. Il faudra attendre un sursaut d'énergie de la part du Sénat pour obtenir que l'avortement ne figure plus au *Code criminel*.

Dans ce domaine, l'action féministe s'est déployée dans deux directions: demander l'abrogation de la loi et fournir aux femmes qui le désirent la possibilité d'avorter. Sur le plan législatif, les groupes de femmes demandent d'abord à la Commission Bird que l'avortement soit décriminalisé, une recommandation que retiendra la

⁵ Première coalition de femmes francophones et catholiques regroupant une vingtaine d'organisations de femmes, fondée en 1907.

Commission mais que le gouvernement fédéral se refusera de mettre en pratique. Par la suite, il y aura formation de diverses coalitions, sur le plan tant fédéral que provincial pour demander l'abrogation de la loi. Les manifestations succéderont aux manifestations, on présentera d'innombrables mémoires, sans grand succès.

Dans le même temps, les féministes entreprendront de contourner la loi. Dès 1969 se met sur pied un service de référence sur l'avortement qui organise des voyages à New York, où la législation est plus permissive, ou qui indique des médecins québécois prêts à pratiquer des avortements dans l'illégalité. À la fin des années soixante-dix, profitant du fait que le gouvernement provincial s'apprête à mettre sur pied des cliniques de planification familiale dans toutes les régions administratives du Québec, le Comité de lutte pour le droit à l'avortement obtient que ces cliniques offrent aussi des services d'avortement qui seront remboursés par l'assurance-maladie, et donc gratuits. Simultanément, ce comité fait des pressions pour que certains CLSC soient autorisés à pratiquer des avortements, malgré la loi fédérale; là encore ses efforts seront couronnés de succès. De même, les centres de santé de femmes mettront sur pied des services d'avortement. Pourtant, les acquis sont fragiles: les centres de santé sont aux prises avec un financement aléatoire, les services d'avortement n'ont pas pu se maintenir en dehors des grands centres et les incertitudes sur le plan législatif rendent plus difficile de lutter pour l'accessibilité.

Un troisième axe d'intervention des féministes, c'est l'accès au marché du travail. Au début des années soixante, le travail rémunéré des femmes mariées constituait encore une exception. Certes, sur les fermes, dans les commerces ou dans les entreprises familiales, des femmes travaillaient mais sans contrepartie salariale. De même, on retrouvait des femmes dans certains ghettos d'emploi (secrétaires, infirmières, vendeuses, institutrices, etc.). Mais, outre que ces fonctions étaient peu valorisées à tous points de vue—le mariage venait souvent y mettre un terme—, elles étaient considérées comme une vocation et seule la vie en communauté religieuse permettait de survivre financièrement. De toute façon, les emplois de femmes étaient mal payés parce qu'ils étaient considérés comme constituant des salaires d'appoint et non un moyen de gagner sa vie et, en 1972, un ministre de la Fonction publique pouvait encore se permettre de déclarer qu'il ne pouvait accéder à la revendication syndicale d'un salaire minimum de 100 \$ par semaine puisque les femmes n'avaient pas besoin d'un tel salaire d'appoint!

Dans le domaine du travail, les efforts féministes ont pris trois directions principales. D'abord, élargir l'éventail des emplois ouverts aux femmes. Cela a pris plusieurs formes, dont la plus importante est probablement l'éducation commune des filles et des garçons; il ne faut pas oublier que, jusqu'à la réforme du système scolaire au cours des années soixante, les cursus scolaires étaient différenciés selon le sexe et que les filles ne pouvaient recevoir l'éducation qui menait à certaines professions.

Mais on ne doit pas oublier non plus les pressions d'organismes promouvant l'accès des femmes à des emplois non traditionnels ni les programmes d'accès à l'égalité.

Le deuxième volet a été la lutte pour l'équité salariale. Le salaire des femmes demeure encore notablement inférieur à celui des hommes ⁶. Cependant, les groupes de femmes et les féministes à l'intérieur des syndicats continuent à se battre pour éliminer les catégories fondées sur le sexe et revaloriser financièrement les emplois occupés principalement par des femmes. La grève des infirmières de l'automne 1989 illustre bien les difficultés auxquelles se heurtent celles qui entreprennent ce combat, mais aussi leur détermination.

Un troisième domaine où s'est exercée l'action féministe, c'est dans la création des infrastructures qui permettent de concilier emploi et maternité. Il n'est pas inutile de rappeler que ce sont des militantes du Front de libération des femmes qui ont mis sur pied les premières garderies à la fin des années soixante, ni que ce sont les associations de femmes qui ont demandé que le gouvernement établisse une politique de garde à l'enfance. Ce sont également les féministes qui ont revendiqué et obtenu que des congés de maternité soient ajoutés aux conventions collectives ou encore inclus dans les normes minimales de travail.

Enfin, mentionnons un quatrième axe d'intervention féministe, la violence faite aux femmes. C'est probablement là le thème le plus névralgique et le plus douloureux, en même temps qu'un des aspects les plus innovateurs du féminisme contemporain. Si les solutions en ce domaine restent encore à trouver, comme en témoignent les événements de Polytechnique ou la vague actuelle de meurtres conjugaux, ce qui a changé, c'est la façon d'envisager le problème. Il était courant, il n'y a pas si longtemps, de voir dans le viol ou dans la violence conjugale un trait psychologique ⁷, une dynamique entre l'agresseur et la victime. Aujourd'hui, même si l'explication psychologique ne disparaît pas entièrement, on fait place à une explication par les tendances sociales et les rapports sociaux entre les sexes.

Cela se manifeste également par un certain intérêt public pour ces questions. Certes, dans les (rares) procès pour viol, un observateur non prévenu aurait du mal à

⁶ Les statistiques officielles s'accordent à le situer à environ 64 % du salaire des hommes. Quand on songe que la proportion était de 56 % au début du siècle, on mesure la lenteur des progrès accomplis.

⁷ Je parle ici de tendances sociales qui n'ont pas complètement disparu. Il est significatif qu'à l'occasion du meurtre collectif de quatorze femmes à Polytechnique le 6 décembre 1989, tant d'énergie ait été dépensée d'une part à fouiller le passé de l'assassin pour trouver une explication psychologique à son geste et d'autre part à taxer de récupération des féministes qui parlaient de violence contre les femmes et tentaient ainsi d'apporter une explication sociologique à l'événement.

distinguer l'accusé et la plaignante puisque ce dont il est surtout question, c'est de la moralité de la femme violée. Cependant, il faut noter que, dans certains cas, on prend les plaignantes un peu plus au sérieux et que les autorités policières et judiciaires sont désormais enclines à envisager la possibilité théorique de l'existence du viol. Par ailleurs, la législation canadienne a enregistré quelques transformations dans ce domaine et a même admis la possibilité du viol conjugal, considérant donc l'épouse autrement que la simple chose de l'époux.

L'État a également reconnu que la violence conjugale fait partie du domaine public. Avant que cela ne devienne un objet de considération pour le ministère de la Justice, il a fallu toutefois que des refuges pour femmes violentées soient mis sur pied, principalement par des féministes, de la même façon que c'est postérieurement à l'ouverture de centres antiviol que la législation et l'attitude de la justice se sont légèrement modifiées. En mettant sur pied des centres d'hébergement pour femmes violentées, les féministes ont donc rendu public un problème déjà existant et tenté d'offrir des solutions concrètes permettant aux femmes de se soustraire à des situations dangereuses pour elles. Cependant, la question n'est pas réglée pour autant, et ce n'est pas avec les chiches subventions étatiques, qui remettent continuellement en cause l'existence même des maisons d'hébergement, qu'elle pourra trouver une solution définitive. Il y a tout de même un progrès: les femmes ne vivent plus cette situation dans l'isolement et dans la culpabilité.

Les féministes ont également contribué à rendre publiques d'autres formes de violence auxquelles sont confrontées les femmes. Mentionnons à titre d'exemples la pornographie et le harcèlement sexuel. Dans le cas de la pornographie, il n'est pas question de rétablir la censure, mais il demeure tout de même important de faire en sorte que les femmes ne soient pas constamment confrontées à une image dégradante d'elles-mêmes et que leur corps ne servent pas d'exutoires aux fantasmes masculins. Quant au harcèlement sexuel, les féministes ont fait remarquer qu'il s'agit d'une méthode destinée à faire sentir aux femmes qu'elles ne sont pas à leur place à l'école ou sur le marché du travail. On peut difficilement l'assimiler au flirt, quoiqu'il en prenne parfois les formes, dans la mesure où il s'inscrit dans un rapport de pouvoir dont l'enjeu est l'exclusion des femmes et leur déqualification professionnelle.

En ce qui a trait à la violence, on peut affirmer qu'elle est devenue de plus en plus visible. Cela peut s'expliquer de deux manières. D'abord, le fait de la nommer et de la considérer comme un problème social permet à des femmes qui vivent des situations de violence de les reconnaître comme telles. Ensuite, il ne faut pas se faire d'illusions: les changements apportés aux conditions d'existence des femmes au cours des dernières années, s'ils se sont faits de manière démocratique, ne sont pas allés sans susciter des résistances et des ressentiments. Car après tout, dans la vie quotidienne, les hommes retirent un certain profit de l'oppression des femmes. Rien

de surprenant dans le fait que certains se sentent menacés dans leur « virilité » et tentent, par tous les moyens à leur disposition, de maintenir leurs privilèges⁸. Cela ne signifie pas qu'il faille interrompre nos luttes pour materner les hommes et leur laisser le temps de souffler; il faut cependant trouver rapidement les moyens de diminuer le nombre de femmes qui deviennent, malgré elles, des victimes, et arrêter l'hécatombe.

Les modes d'organisation

[Retour à la table des matières](#)

De la même façon que les terrains de lutte ont été diversifiés, les modalités de regroupement des féministes ont varié. On peut esquisser quelques traits: d'abord, l'éclatement idéologique et organisationnel du mouvement des femmes; ensuite, l'extension sociale et géographique de ce mouvement; également, le développement d'une série d'organisations à objectif spécifique (*single issue*).

Si, avant 1976, les choses semblaient claires avec, d'un côté, des organisations de type réformiste menant une action de groupe de pression politique sur les gouvernements pour obtenir la traduction législative du principe de l'égalité entre les sexes et, de l'autre, de petits groupes radicaux, plus ou moins dans la mouvance de l'extrême-gauche, cherchant à organiser une révolution socialiste et féministe et reportant les changements aux lendemains qui chantent, le paysage se brouille singulièrement à partir de ce moment. On peut retrouver des membres de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et des membres d'une collective de lesbiennes féministes au coude à coude dans une manifestation en faveur de la liberté d'avortement, des travailleuses des maisons d'hébergement pour femmes battues qui participent à des colloques organisés par le ministère de la Justice, des groupes d'autosanté qui présentent des mémoires en commission parlementaire, des membres de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS) qui revendiquent l'autonomie financière des femmes collaboratrices de leur mari dans l'entreprise familiale, etc. Bref, les pratiques se diversifient et les champs de référence

⁸ C'est dans cette optique qu'il faut aborder le meurtre collectif de quatorze femmes à Polytechnique, action qui a coûté la vie à Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Marie Klueznick, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie Saint-Arneault et Annie Turcotte.

idéologique également; la partition entre « réformistes » qui formulent des revendications de type législatif et participent à des actions classiques de groupes de pression institutionnels, et « radicales » anti-institutionnelles et partisans de l'action directe s'avère peu utile sur le plan classificatoire, puisque tous les modes d'action sont employés par tous les courants.

En ce qui concerne l'idéologie, le clivage entre réformistes et radicales peut encore moins servir d'outil classificatoire. Il est plus utile de s'appuyer sur les trois tendances qui ont marqué le féminisme occidental depuis ses débuts. Dans ce sens, on peut distinguer un féminisme égalitaire, un féminisme qui insiste sur la différence sexuelle et un féminisme de l'autonomie. Le féminisme égalitaire insiste sur l'identité de nature entre hommes et femmes et réclame par conséquent un traitement social des femmes qui soit similaire à celui que reçoivent les hommes. Le féminisme de la différence sexuelle insiste, pour sa part, sur la valorisation de certains traits qu'on a traditionnellement attribués aux femmes (par exemple, prôner une société fondée sur l'attention aux autres —trait féminin—plutôt que sur la productivité—trait masculin). Ces deux courants ne remettent pas en cause la distinction entre masculin et féminin, mais les effets sociaux de cette distinction. Le féminisme autonomiste met, enfin, l'accent sur l'individuation et les possibilités d'existence des femmes en dehors de toute référence aux hommes: il ne s'agit pas d'être comme eux ou différentes d'eux, mais simplement de façonner sa vie en fonction de soi d'abord.

Ces trois composantes idéologiques se retrouvent à l'oeuvre dans le féminisme des années soixante-dix et quatre-vingt. Les mouvements pour l'égalité salariale, pour l'accès aux emplois non traditionnels, pour la transformation de la condition juridique des femmes s'apparentent au féminisme égalitaire. Les mouvements de recherche d'identité, de définition d'une écriture-femme ou plus largement d'une culture au féminin, s'apparentent au féminisme de la différence sexuelle. Les mouvements en faveur du libre choix, de l'indépendance financière, d'approfondissement politique du lesbianisme s'apparentent au féminisme autonomiste.

Il est cependant important de mentionner que le mouvement féministe québécois a oscillé constamment, depuis l'apparition des premiers groupes féministes dits « radicaux » à la fin des années soixante, entre un pôle réformateur et un pôle d'action directe. Le pôle réformateur est essentiellement représenté par les grandes associations féminines comme la FFQ et l'AFÉAS, associations qui ont joué un rôle déterminant dans la mise sur pied du Conseil du statut de la femme. Ce pôle vise à obtenir des transformations institutionnelles (modifications législatives, mise en place de programmes) permettant d'instaurer l'égalité entre hommes et femmes. Par conséquent, son action en est une de groupe de pression. Le pôle d'action directe est illustré par les divers collectifs qui tentent de changer, dans la pratique, les conditions

d'existence des femmes. Ces deux pôles sont présents dans l'action de la majeure partie des composantes du mouvement des femmes.

Toutefois, le phénomène nouveau qui a amené les sociologues et les analystes politiques à se préoccuper du mouvement des femmes, c'est l'émergence d'un militantisme féministe présentant des caractéristiques similaires à celles des autres mouvements sociaux qui se sont développés au cours des années soixante et soixante-dix.

C'est en 1969 qu'on voit apparaître les premiers groupes féministes. Au printemps, des étudiantes de McGill forment le Women's Liberation Movement qui s'inspire fortement de groupes radicaux américains influencés par la nouvelle gauche étudiante. À l'automne 1969, dans la même aire politique mais en milieu francophone, prend corps le Front de libération des femmes (FLF). Ce qui distingue ces deux groupes des associations féminines déjà existantes c'est, d'une part, la volonté de constituer une avant-garde du mouvement des femmes et, d'autre part, le recours à des moyens d'action inspirés du principe de l'action directe.

Les motivations qui ont présidé à la formation de telles organisations sont bien mises en lumière par deux militantes de l'époque:

[...] le contraste entre la théorie, le droit, et la réalité, les faits, devenait trop grand. Théoriquement nous étions les égales des hommes, mais pratiquement nous demeurions toujours inférieures. Celles qui avaient eu la chance d'accéder à ces droits (droit au travail, droit à l'éducation, droit à une sexualité « sécuritaire ») ont vu que tout cela n'était qu'illusion, voire mystification. Ceci peut expliquer pourquoi ce sont des femmes plutôt « privilégiées » qui ont formé les rangs du « nouveau féminisme » (O'Leary et Toupin, 1982, t. 1, p. 47).

Si on note une certaine désaffection par rapport à la recherche de l'égalité formelle, on retrouve également dans cette organisation la volonté d'articuler les luttes des femmes dans le cadre d'un projet de transformation sociale et politique d'ensemble. Indépendance, socialisme et libération des femmes font partie d'un tout indissociable, ce qui expliquera le petit nombre de femmes qui gravitent autour du FLF.

Le FLF se dissout en 1971, victime d'un tiraillement entre ses allégeances à l'extrême-gauche et ses allégeances féministes. Cependant, l'idée de constituer une avant-garde révolutionnaire de femmes est reprise par le Centre des femmes, créé en 1972, qui tente d'articuler critique du capitalisme et critique du patriarcat.

[...] nous ne concevons sûrement pas le mouvement des femmes comme une organisation isolée menant une lutte indépendante de la lutte des travailleurs. [...] En fait reste à créer le féminisme révolutionnaire québécois, un féminisme qui lutterait pour la fin de la discrimination exercée envers les femmes au niveau politique, économique, social et culturel.

Et cette lutte implique *nécessairement comme objectif premier* un changement radical de la société québécoise ⁹.

Cependant, si la libération des femmes ne peut se concevoir sans changement révolutionnaire de type socialiste, le socialisme est loin de garantir que la libération des femmes aura lieu. Aussi est-il essentiel, pour les militantes du Centre des femmes, que les femmes forment leur propre organisation afin de ne pas figurer au nombre des laissés-pour-compte d'un socialisme où « les besoins [seraient] définis par les hommes et en fonction des hommes principalement (O'Leary et Toupin, 1983) ».

Il n'est donc pas surprenant que l'essentiel de l'activité du Centre des femmes ait été de soutenir les luttes de femmes ouvrières (ou de femmes d'ouvriers) quoique, pour fonder leur idée d'une avant-garde révolutionnaire de femmes, ses membres se soient intéressées à l'analyse du travail ménager ¹⁰. Par ailleurs, le Centre a impulsé le premier regroupement d'importance en faveur du droit à l'avortement libre et gratuit. En outre, ce sont des militantes du Centre qui ont joué un rôle de premier plan dans la mise sur pied du mouvement d'autosanté des femmes.

La contribution du Centre des femmes est également pertinente en ce qui concerne l'autonomie du mouvement des femmes. Pas question pour lui de s'inféoder aux diverses formations d'extrême-gauche, peu importe leur proximité idéologique. Le Centre des femmes proclame la nécessité de l'autonomie organisationnelle des femmes et se conçoit comme le noyau du futur mouvement révolutionnaire des femmes. Son journal, *Québécoises, deboutte!* doit servir à éveiller la conscience révolutionnaire des femmes. Cela l'amène à développer une conception extrêmement centraliste du mouvement des femmes qui cadre mal avec ses pratiques concrètes, beaucoup plus éclatées. Le Centre des femmes mourra en 1975, coincé entre les critiques de plus en plus acerbes que lui adresse une extrême-gauche glissant vers le stalinisme et le développement d'un courant féministe se réclamant du « féminisme radical ».

Aussi, à partir de 1976, les pratiques organisationnelles se diversifient et il devient quasiment impossible de les répertorier toutes. Ce qui les unifie, c'est la conception organisationnelle qui les sous-tend. Premier élément, les nouvelles organisations qui surgissent se structurent sous la forme de « collectives », c'est-à-dire sans structure hiérarchique: les décisions sont prises en commun et l'organisation constitue autant un milieu de vie et d'épanouissement personnel qu'un lieu d'intervention. Un deuxième élément qui caractérise ces collectives, c'est le rapport à l'objectif: il ne s'agit ni

⁹ *Québécoises, deboutte!*, vol. 2, n° 2, décembre 1972.

¹⁰ Ce qui a donné lieu au document *Analyse socio-économique de la ménagère québécoise*, Montréal, 1972 (texte polycopié).

d'attendre qu'une transformation sociale d'ensemble rende possible de nouveaux rapports sociaux, ni d'attendre des gouvernements qu'ils développent la législation et des programmes permettant de transformer les conditions d'existence des femmes, ni même d'attendre que le problème soulevé par la collective soit reconnu comme un problème social. Il s'agit plutôt d'une politique de l'ici et du maintenant qui vise à transformer concrètement l'existence des femmes. Un troisième élément, c'est la volonté d'instaurer de nouveaux rapports entre théorie et pratique; la pratique ne procède pas d'une théorie qui reconnaîtrait le problème, sa nature et ses solutions; il y a plutôt un mouvement de va-et-vient constant entre reconnaissance théorique d'un problème, tentatives de solution pratique, reconsidération théorique à la lumière des éléments nouveaux révélés par la pratique, réorientation des pratiques, renouvellement des enjeux.

La fin des années soixante-dix est également marquée par une explosion du verbe. Il y a certes les réunions du mouvement, les rencontres des collectives. Mais on retrouve également une volonté de donner du sens à des pratiques éclatées et de laisser des traces de la réflexion féministe. On voit donc apparaître des revues. *Les têtes de pioche*, qui sera publiée de 1976 à 1979, se veut le porte-parole du féminisme radical. *Plurielles*, qui devient *Des luttes et des rires de femmes* (1977-1981) à sa deuxième année de parution, se veut un lieu de mise en commun des pratiques et des réflexions des diverses collectives. De plus, deux maisons d'édition voient le jour, l'une s'intéressant plus particulièrement à littéraire, les éditions de la Pleine Lune, alors que la seconde, les éditions du Remue-ménage, reflète de façon plus immédiate les enjeux politiques et sociaux que reconnaît le mouvement des femmes.

On note également la volonté de marquer l'espace urbain et de développer des lieux où les femmes pourront se retrouver entre elles. Des Maisons des femmes surgissent à Montréal, à Québec, à Sept-Îles, à Sherbrooke et à Rimouski et servent à des rencontres informelles, à des échanges politiques, à développer la création culturelle ou à mettre sur pied des services féministes. À Montréal se forme la Coop femmes ¹¹, lieu de rassemblement des lesbiennes qui permet de se retrouver ailleurs que dans les bars spécialisés. On voit également se développer des commerces de femmes: librairies des femmes, café des femmes, boutiques d'artisanes qui concrétisent le vieux rêve de Virginia Woolf d'une « chambre à soi » ¹².

C'est à la même époque que le mouvement des femmes perd son caractère essentiellement montréalais. Certes, la FFQ a toujours regroupé des membres à l'extérieur de Montréal, mais son champ d'action avait généralement été Montréal ou

¹¹ Qui existera comme lieu public de 1978 à 1982.

¹² Titre de l'un de ses essais portant sur les rapports des femmes à la création et à l'institution littéraire.

Québec. De même, l'AFÉAS était présente dans les petits centres et les zones rurales, mais c'est à partir du moment où elle entreprend de revendiquer un statut pour les femmes travaillant dans l'entreprise familiale qu'elle acquiert une visibilité qui dépasse ses propres rangs ¹³. Cependant, l'année de la femme en 1975, la lutte pour le droit à l'avortement et le bouillonnement politique qui entoure la préparation du document du Conseil du statut de la femme, *Pour les Québécoises: égalité et indépendance* ¹⁴, contribuent à la formation et à l'existence de groupes de femmes dans toutes les régions du Québec.

Enfin, la plupart des nouveaux groupes qui émergent durant cette période sont des groupes à objectif spécifique. Certes, personne ne réduit la question des femmes au viol ou à l'équité salariale, mais la plupart des nouveaux groupes préfèrent concentrer leur attention sur une seule question plutôt que de partir d'une approche globalisante de la question des femmes. Ce phénomène est conforme aux caractéristiques de ces nouveaux groupes, caractéristiques dont il a été question précédemment.

Les années quatre-vingt seront, pour leur part, assez paradoxales. On constate d'une part la prolifération des groupes de femmes et d'autre part l'éclipse politique du féminisme, d'où l'utilité de la distinction initiale que j'établissais entre mouvement des femmes et féminisme pour comprendre le paradoxe. En fait, le développement des groupes de femmes s'effectue sur deux bases. D'abord, la dispensation des services.

J'ai déjà mentionné qu'à partir du milieu des années soixante-dix, plusieurs groupes de femmes se sont orientés vers ce type de pratique. Le phénomène est encore plus marqué dans les années quatre-vingt et sera partiellement encouragé par l'action étatique qui y trouve un certain nombre d'avantages.

Le second plan est celui de la pression institutionnelle. Le rapport *Pour les Québécoises: égalité et indépendance*, rendu public en 1978, offre une assez bonne synthèse des enjeux et des revendications soulevés par les groupes de femmes. À partir du moment où la liste des revendications est arrêtée, la question essentielle qui se pose est celle de leur mise en oeuvre. On assiste à cet égard à une véritable mobilisation institutionnelle des groupes de femmes qui tentent, par une participation assidue aux travaux des commissions parlementaires, par la présentation de mémoires ou par la revendication de crédits additionnels et de reconnaissance des services féministes, de forcer la mise en oeuvre en ayant fondamentalement recours à une stratégie classique de groupes de pression. Sur ce terrain, les groupes à objectif

¹³ En 1978, on assistera d'ailleurs à la formation d'un nouveau groupe, l'Association des femmes collaboratrices, qui en fera son unique préoccupation et se détachera de l'AFÉAS.

¹⁴ L'étude est commandée en 1977 et paraît en 1978.

spécifique, les grandes associations féminines et le Conseil du statut de la femme se rejoignent.

En même temps, on commence à remettre en cause le féminisme comme pensée politique. Prenant prétexte du mouvement des Yvettes ¹⁵ certains ont pris leurs désirs pour des réalités et entrepris d'enterrer le féminisme ¹⁶. Le contexte se prêtait assez bien à une telle opération. D'abord, la défaite référendaire inaugure une phase de remise en cause des grands mouvements d'idées qui ont soutenu les luttes sociales des décennies précédentes. Ensuite, le féminisme lui-même était en crise de croissance du fait de sa rapide diffusion sociale et des résultats plutôt mitigés des actions entreprises en son nom. Enfin, plusieurs féministes allaient se trouver happées par les institutions (politiques, sociales ou universitaires), ce qui allait à la fois augmenter leur influence à court terme et saper leur possibilité d'intervention à long terme.

Cette relative disparition du féminisme ne s'accompagne cependant pas d'une disparition du mouvement des femmes. Les groupes continuent à exister mais leur action prend place dans un contexte idéologique différent qui déteindra sur leurs pratiques et sur leurs modes de fonctionnement.

Au chapitre des modes de fonctionnement, deux transformations majeures s'opèrent au sein des groupes de femmes. La première a trait à leur professionnalisation. Ce phénomène est relié à la dispensation des services. De plus en plus, celles qui dispensent des services se perçoivent comme des professionnelles et se comportent en conséquence: d'une part, elles ont acquis, par une pratique soutenue, par des études ou par la combinaison de ces deux moyens, une compétence dont elles estiment qu'elle doit être considérée; d'autre part, les rapports qui s'instaurent entre « dispensatrices » de services et « bénéficiaires » s'apparentent plus à la relation d'aide qu'à celle d'entraide ¹⁷.

¹⁵ Mobilisation de femmes libérales en faveur du camp du « non » lors du référendum de 1980 sur le statut politique du Québec. Durant la campagne référendaire, la ministre Lise Payette avait établi le parallèle entre les tenants du « non » et ceux qui voulaient maintenir les femmes dans un rôle traditionnel. Elle avait de plus assimilé l'épouse du chef de l'opposition d'alors, Madeleine Ryan, au personnage d'Yvette dans les manuels scolaires. Les partisans du « non » ont profité de cette bourde pour canaliser à leur profit le mécontentement de certaines femmes par rapport à l'identification entre partisans du « oui » et femmes « émancipées ». Par ailleurs, certains journalistes ont sauté sur l'occasion pour diagnostiquer la mort du féminisme et qualifier le mouvement des « Yvette » de ressac anti-féministe.

¹⁶ Le 6 décembre 1989, on a pu constater que non satisfaits de cet enterrement du féminisme, certains voulaient s'en prendre directement aux femmes, uniquement parce qu'elles sont des femmes. Quatorze femmes ont été victimes de ce crime contre l'humanité.

¹⁷ Pour plus de précisions, voir Lamoureux (1988).

La seconde transformation est celle de la hiérarchisation à l'intérieur des groupes. De la collective, plusieurs groupes passent à l'adoption de structures d'autorité traditionnelles, laissant de plus en plus la décision à un conseil d'administration plutôt qu'à l'assemblée des membres. Cela vient rompre avec l'égalitarisme qui caractérisait le mouvement dans la seconde moitié des années soixante-dix.

La parole des femmes s'est également propagée durant cette décennie. Si les journaux militants disparaissent, sauf dans la composante lesbienne du mouvement, un nouveau type de journalisme féminin se développe. *La vie en rose* (1980-1987) veut faire du féminisme un produit de consommation de masse; au cours de son existence, cette revue opérera toutefois un glissement du mouvement des femmes aux femmes remarquables, du féminisme au féminin, tribut obligatoire à une diffusion plus large dans un contexte de remise en cause du féminisme. Les deux maisons d'édition féministes restent en place et s'y ajoutent des collections « femmes » chez la plupart des éditeurs. De plus, une intense activité culturelle des femmes, liée aux thèmes soulevés par le mouvement des femmes, se développe au cours de cette période.

Et maintenant?

[Retour à la table des matières](#)

Triumphalisme? A peine ! Il est quand même rassurant de constater qu'en trente ans nos vies ont changé et que la « condition des femmes » ne se présente plus sous le même jour. Dépassé le féminisme? Certainement pas! L'égalité entre les hommes et les femmes est loin d'être un acquis ou une réalité.

La question centrale qui se pose aux « vieilles féministes », et aux « jeunes femmes », c'est celle des moyens pour poursuivre la lutte. Les conditions d'existence des femmes se sont modifiées, il est donc normal que les plus jeunes, celles qui sont nées avec les acquis du féminisme, ne se sentent pas toujours enthousiasmées par ce qui a contribué à mobiliser les plus âgées. Pourtant, les perspectives d'avenir ne sont pas toujours gaies.

Dans le domaine de la reproduction, deux enjeux demeurent: l'avortement et les nouvelles techniques de reproduction. Le gouvernement fédéral a tenté de recriminaliser l'avortement alors que les services d'avortement périllicitent ou disparaissent. Pourtant, le droit à l'avortement demeure toujours nécessaire, ne serait-

ce qu'à cause des ratés de la contraception. Il est certes nécessaire que l'avortement ne relève plus du *Code criminel*, mais un droit abstrait, sans possibilité concrète d'en bénéficier, s'avère largement insuffisant. Dans cette optique, maintenant que la bataille législative est (temporairement?) gagnée, il reste encore à obtenir des services accessibles et de qualité. De plus, comment voir d'un bon oeil des techniques de reproduction qui transforment le corps des femmes en laboratoires vivants où des spécialistes, le plus souvent masculins, se meuvent en faisant fi de la volonté des femmes qui leur servent de cobayes?

L'accès au marché du travail est encore très difficile pour les femmes. A elles, trop souvent, les emplois précaires et mal payés. À elles de faire les frais de la difficile conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, au prix de l'épuisement général. A elles, les ghettos d'emploi dévalorisés. À elles, enfin, le harcèlement sexuel, forme moderne de la torture. Or, comment, dans la société actuelle, est-il possible d'avoir une autonomie personnelle sans autonomie financière?

Quant à la violence, n'en parlons pas! Chaque jour des femmes sont battues. Régulièrement des femmes sont tuées par leur conjoint ou leur ex-conjoint. L'amour à mort? Le viol n'a pas disparu de nos sociétés pourtant si policées ¹⁸. Il semble qu'un nombre croissant d'hommes n'arrivent pas à exister en présence de femmes déterminées et sachant ce qu'elles attendent de la vie. Est-ce uniquement aux femmes de changer?

¹⁸ La rentrée scolaire 1990 a été marquée, en France, par un nombre impressionnant de viols dans les lycées.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

COLLECTIF CLIO (1982), *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Éditions Quinze (2e édition revue et augmentée, Le Jour éditeur, 1992).

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LA SITUATION DE LA FEMME AU CANADA, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1978), *Pour les Québécoises: égalité et indépendance*, Québec, Éditeur officiel du Québec.

DAHLERUP, D. (dir.) (1986), *The New Women's Movement*, Londres, Sage.

DUMONT, M. (1986), *Le mouvement des femmes: hier et aujourd'hui*, Ottawa, ICREF/CRIAW.

DUGUAY, C. et M. de SÈVE (1984), « Tant d'amarres à larguer: une analyse des pratiques du mouvement des femmes », *Politique*, 5, p. 51-73.

FEMMES EN TÊTE (1990), *D'amour et de raison*, Montréal, Éditions du remue-ménage.

JEAN, M. (1979), « Histoire des luttes féministes au Québec », *Possibles*, vol. 4, n° 1, p. 17-32.

JUTEAU-LEE, D. et N. LAURIN-FRENETTE (1983), *La double dynamique du mouvement féministe* (texte dactylographié).

GAGNON, M.1. (1974), *Les femmes vues par le Québec des hommes*, Montréal, Éditions du Jour.

LAMOUREUX, D. (1981), « Mouvement social et lutte des femmes », *Sociologie et Sociétés*, vol. XIII, n° 2, p. 131-138.

LAMOUREUX, D. (1981-1982), « La politique au quotidien: mouvement des femmes et pouvoir », *Conjoncture*, 1, p. 65-72.

LAMOUREUX, D. (1982), *Les difficultés d'émergence d'un mouvement autonome de femmes au Québec*, Paris, École des hautes études en sciences sociales (thèse de doctorat de 3e cycle).

LAMOUREUX, D. (1986), *Fragments et collages, essai sur le féminisme québécois des années 70*, Montréal, Éditions du remue-ménage.

LAMOUREUX, D. (1988), « De la quête de l'argent de poche à la défense de l'État-providence », *Ressources for Feminist Research—Documentation sur la recherche féministe*, vol. 17, n° 3, septembre, p. 72-75.

LANCTOT, M. (1980), *Genèse et évolution du mouvement féministe à Montréal*, Montréal, Université du Québec à Montréal (mémoire de maîtrise).

LARUE, C. (1986), « The Abortion Struggle in Quebec: Fifteen Years in View » *Ressources for Feminist Research—Documentation sur la recherche féministe*, vol. 15, n° 4., p. 4-5.

LAVIGNE, M. et Y. PINARD (dir.) (1977), *Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express (2e édition augmentée, *Travailleuses et féministes*, 1983).

O'LEARY, V. et L. TOUPIN (1983), *Québécoises, deboutte!*, Montréal, Éditions du remue-ménage.

RIZZOLI, C. (1982), *Sans fleurs ni couronnes*, Montréal, Des luttes et des rires de femmes.

Fin du texte